

"Ville mal aimée, Ville à aimer"
Colloque au château de Cerisy-la-Salle
5-12 juin 2007

L'urbaphobie dans la relation ville/campagne

Nicole Mathieu
UMR Ladyss

Texte provisoire reçu le 6 février 2007

Résumé

L'entrée de l'expression *La ville mal aimée* dans le champ de l'analyse scientifique a renforcé l'hypothèse de l'effectivité des représentations sociales dominantes dans ce qui constitue l'action géographique individuelle et collective. Elle conforte la démarche des chercheurs qui accordent de l'importance aux relations entre pratiques et représentations, entre idéal et réel, quand il s'agit de l'interprétation des liens entre dynamiques sociales et territoriales, entre conceptions de l'action et matérialisation des actions. Rares sont les recherches qui ont tenté d'aller au fond des origines, des contenus et de la portée de la pensée anti-ville de la phobie urbaine tant la deuxième moitié du 20^{ième} siècle est dominée par une idéologie pro urbaine que l'anti-étalement urbain ne fait que corroborer. Pourtant pour aller au-delà des controverses que ne manqueront pas de susciter la mise en discussion de l'amour ou du désamour (de la haine ?) de la Ville en tous ses états, l'objectif de ce papier est de montrer que la ville n'est pas mal aimée en soi mais que l'idée de ville s'établit dans la relation avec son symétrique l'idée de campagne (ou de nature) et qu'existe un balancement « cyclique » entre amour et désamour comme s'il s'agissait de deux milieux comportant des propriétés et « attirantes » et « repoussantes ».

Il est donc important d'inscrire cette réflexion sur les représentations anti-urbaines dans une représentation sociale qui les englobe, celle des relations villes/campagnes dont on a montré qu'elles varient dans le temps et l'espace. Nous avons distingué quatre macro représentations sociales dominantes en Europe que nous présentons en approfondissant le contenu de l'idée de ville dans chacune d'elle et en le repositionnant avec l'idée de campagne. A la conception moraliste et rousseauiste - où la nature est du côté du bien et la ville du côté du vice - s'oppose l'interprétation matérialiste de la relation ville/campagne que Marx - avec Engels - a forgé en grande partie sur l'analyse de Londres et des rapports entre agriculture et industrie anglaise. Cette dernière dominante dans la première moitié du 20^{ième} siècle s'efface après la deuxième guerre mondiale devant une nouvelle représentation sociale dominante que nous avons nommée « démographique » ou « statistique » dans laquelle la ville - l'urbain - est pensée comme une densité de population accueillant des flux de travailleurs et de ménages qu'il faut loger, l'urbanité « triomphant » de la ruralité en la réduisant, en l'absorbant avec comme seul problème le risque que l'étalement urbain conduise à la fin de la ville.

Notre hypothèse est qu'avec l'irruption de l'utopie du développement durable une nouvelle conception de la relation ville/campagne émerge, plus proche de la vision

matérialiste, dans laquelle la question de la nature et des milieux de vie tient une place à nouveau importante. Passer de la ville mal aimée à la ville à aimer implique que dans chaque milieu – rural ou urbain – se pose la question des rapports à la nature de chaque habitant ainsi que celle de la conciliation entre les dimensions contradictoires –écologiques et sociales plus encore qu'économiques – des trois piliers de la durabilité. Une attention particulière est portée à l'idée émergente de la Ville dans cette dernière représentation qui n'est pas encore dominante. Dans quelles sphères prend-elle son origine et se propage-t-elle ? Celle de l'Etat et du politique ? Celle des praticiens urbanistes et architectes ? Celle des scientifiques ou celle de la société civile et des individus habitants ? La conclusion tentera de répondre à ses questions pour pouvoir atteindre un point de vue prospectif.

Version provisoire

Introduction

Oser prendre comme question centrale de recherche les origines et la place des représentations anti-urbaines dans ce qu'on pourrait appeler l'action territoriale ou l'action géographique ou le modelage des formes et des milieux de vie est aujourd'hui impératif pour sortir des conceptions stéréotypées du changement socio/spatial et de la prospective territoriale et pour affronter le renouvellement des problématiques qu'appelle la nouvelle idéologie dominante du développement soutenable. La parution de *La ville mal aimée* (Salomon Cavin, 2005) et la tenue de ce colloque sont de mon point de vue à considérer comme des « événements scientifiques » précurseurs de cette « révolution » attendue et/ou prévisible des sciences de la ville.

Cette importance s'explique d'abord d'un point de vue général. On ne peut ni comprendre ni évaluer le changement social dans sa relation avec les dynamiques spatiales si on ne les relie pas aux idéologies qui sous-tendent les actions géographiques que celles-ci s'exercent au niveau du politique¹ - et donc dans les politiques publiques territoriales et des collectivités locales -, ou au niveau des fabricants des formes géographiques² - et donc chez les architectes, les urbanistes et l'ingénierie territoriale -, et jusque dans les pratiques spatiales des habitants³ ordinaires qui contribuent – certes de façon plus diffuse – mais très massivement à façonner et marquer les territoires qu'ils habitent au sens fort (ceux où ils circulent, où ils travaillent, où ils se logent et où ils vivent leur sociabilité, Mathieu, 2007). L'histoire des représentations de la Ville⁴ et de l'évolution des idéologies qui dominent sa fabrication à l'échelle individuelle et collective est donc une activité essentielle si l'on veut comprendre l'évolution du réel proprement dit et, plus que les continuités, les moments de rupture qui marquent à la fois les renversement des représentations dominantes et l'émergence de nouvelles pratiques.

A ceci s'ajoute l'originalité et la pertinence d'entrer dans cette confrontation en mettant l'accent sur les idéologies anti-urbaines. En effet, nous y reviendrons dans le courant de notre réflexion, l'urbanité « positive » est, en dépit de l'analyse faite par Bernard Marchand et Joëlle Salomon Cavin de Jean-François Gravier et de Armin Meili (2007), plus caractéristique des représentations dominantes de la Ville dans la période de la deuxième

¹ La sphère du politique

² La sphère technique

³ La sphère des habitants

⁴ Y compris dans la sphère du scientifique qui interfère avec les autres sphères avec une plus ou moins grande distance critique et autonomie

guerre mondiale jusqu'à la fin du 20^{ième} siècle que celle négative de « la ville perpétuelle mal aimée » qui constitue l'hypothèse centrale de l'analyse par cette dernière de l'aménagement du territoire en Suisse (Salomon-Cavin, 2003). Chez les scientifiques comme chez les praticiens l'urbaphilie - et les prises de position comme celle de « Oser le désert » (Lévy, 1994) -, sont beaucoup plus répandues que l'urbaphobie, plus insolite – comme c'est le cas jusqu'à la fin des années 1990 pour la Suisse –. Celle-ci est rarement mise en avant comme s'il fallait cacher ce qui ne se repère comme idéologie effective que dans la société civile au travers d'opinions et de pratiques « anti-ville » comme en France celle de la résidence secondaire Antiville (Ferrand-Bechman, 1974) ou, dans la ville algérienne, le logement informel face à un urbanisme autoritaire (Salhi, 2005).

Pourtant, pour aller au-delà des controverses que ne manqueront pas de susciter la mise en discussion de l'amour ou du désamour (de la haine ?) de la Ville en tous ses états, l'objectif de ce papier est de montrer que la ville n'est pas mal aimée en soi mais que l'idée de ville se construit dans la relation avec son symétrique l'idée de campagne (ou de nature) et qu'existe un balancement « cyclique » entre amour et désamour comme s'il s'agissait de deux milieux comportant dont l'altérité reposait sur des propriétés distinctes tour à tour « attirantes » et « repoussantes ». Il est donc important d'inscrire cette réflexion sur les représentations anti-urbaines dans une représentation sociale qui les englobe, celle des rapports entre les représentations de la ville et de la campagne.

A la façon d'une historienne sous l'influence de Marc Bloch commentant *L'étrange défaite*, nous avons tenté à plusieurs reprises de construire *Les caractères originaux* de l'histoire européenne des rapports entre les représentations de la ville et de la campagne⁵ et des effets de ces représentations sur les pratiques aménageuses de ces territoires et sur la construction de faits sociaux territorialisés (Mathieu, 1990, 1996, 1998, 2004, 2006). Dans un premier temps nous présenterons les trois macro représentations sociales que nous avons identifiées et périodisées jusqu'à l'émergence d'une nouvelle représentation sociale liée à l'irruption de l'utopie du développement durable en mettant l'accent sur les valeurs accordées à la ville dans chacune d'elle. Puis nous nous attacherons au tournant de la première décennie du nouveau millénaire : que signifie l'irruption de l'expression de ville/nature et le retournement de la représentation anti-urbaine qu'elle porte dans sa formulation même ? Que peut-on dire de ce « moment » où se développe l'usage du terme de « ville durable » ? Dans quelles sphères prend-elle son origine et se propage-t-elle ? Celle de l'Etat et du politique ? Celle des praticiens urbanistes et architectes ? Celle des scientifiques ou celle de la société civile et des individus habitants ? Quelles relations entre cette nouvelle représentation de la relation ville/campagne et celle de « ville mal aimée » ou plutôt de « ville à aimer » ?

Four Macro Social Rural/Urban Relationships Representations in Europe⁶

To guide our clarification of the current context in order to build new city/countryside sustainable contracts and relations, our starting point is a fact we have already demonstrated: there is a variation in time and space of the way to describe and the conceptualisation of the meaning of Rural/Urban relationships (Mathieu, 1990, 1998, 2004). This diversity impacts not only the way individual and collective actors (consumers, producers and intermediate actors) imagine rural and urban values, but also the way they act and make territory-oriented

⁵ Dans la sphère de l'Etat et des acteurs dont la responsabilité est de gouverner les territoires, dans la sphère civile et des individus habitant ainsi que dans la sphère scientifique

⁶ Cette partie reprend un texte déjà publié qui sera réécrit pour le colloque *La ville mal aimée*

decisions. We also stated that it was possible to identify for a specific period or for a specific country a dominant social representation, clearly perceptible at the national level, which can be considered as a national Idea or macro Representation of rural/urban relationships. The last basic statement is that in each period and each culture a dominant ideology could coexist with others and that there is an unequal domination of these macro representations in the different spheres of power and in the society itself. That is why the issue of Rural/Urban Relationships is so controversial and why the actors' visions on this issue depend on their social position but also their cultural background and the values they assign to country and city.

We have distinguished four main social representations existing in Europe (Cf. Figure 1). We will present them chronologically because though, as told before, none of them ever disappeared entirely they weigh more or less on the general way of thinking and on policy-making according to the time and place. We will begin with two opposite social representations (Idealistic and Materialistic), both emerging in the 19th century. We will then confront them to two current Rural/Urban Relationships (RUR) (Urbanisation and its counterpart in social representation: ruralisation; Sustainable Places and Partnerships) in order to set the hypothesis that the Sustainable Development utopia will operate a trend reversal on the main current representation dominated in the end by the distinction between city and countryside and by a policy giving preference to controlling the "urban sprawl" or "urban pressure" through spatial planning management, mostly keeping the social dimensions in the background.

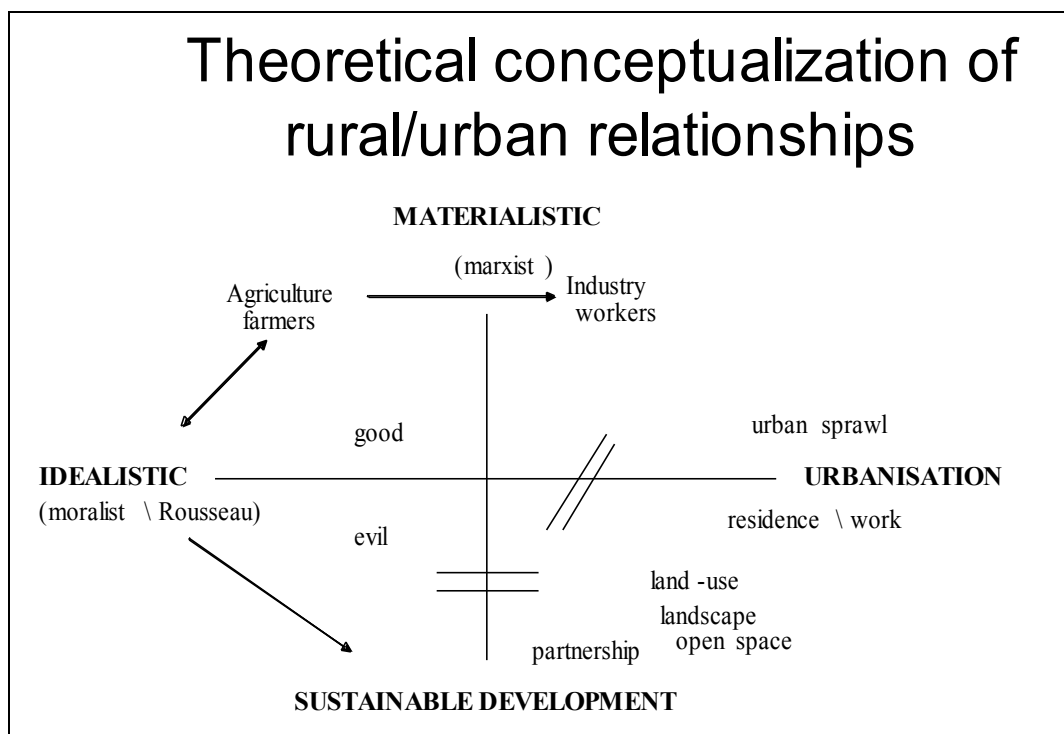


Figure 1: Theoretical conceptualisation of rural/urban relationships (Mathieu et al. 2004)

Two opposite conceptions born in the 19th century in Europe

At the end of the 19th century, two main and indeed opposite conceptualisations of the rural/urban relationships dominated. They can be distinguished by looking at the diverging arguments behind the anti-urban (social) representations they both hold.

The first one can be qualified as *Marxist* or *materialist* criticism of the city and of the relation between city and countryside. This type of conceptualisation has a strong (if not exclusive) material and social basis. It appeared with the Industrial Revolution, which has radically changed the living conditions in the city for the working-class (misery, hygiene) Friedrich Engels's *The condition of the working class in England in 1844* (1969) illustrates this type of criticism. The relationship between cities and countryside is defined by the material and economic inequality between a peasant class whose characteristic is to know how to manage "nature", understood as a complex of soils, weather, topography (natural milieu) to produce food for the urban workers, but whose increased value (added value) is extorted by the bourgeoisie, a class living in cities, possessing capital and heading the new industries where industrial employment is provided to the working class. The relationship rests upon a class contradiction between two types of workers and the appropriation by one class of material goods (agriculture production) that cannot be produced in any other way than through the use of natural land. "Domination" (consequently associated with conflict and opposition) is the term which characterises best the relation between cities and countryside through the economic and political power of an urban class (*rente foncière*: ground rent). The expression "urban pressure" probably comes from this type of conceptualisation suggesting an unequal exchange between cities, delimited morphological entities (high density and "technical" milieu) and governed by the upper classes (in capital and in power) controlling the working class (dangerous classes localised inside it but in peripheral or unsanitary districts), and the countryside (small agglomerations, low density, "natural" milieu) where the rural population (farmers and rural craftsmen) produce goods and food for themselves but above all to supply the urban class. Flows of material goods and later human resources (through the rural exodus) are in this representation oriented from the countryside to the town for the benefit of social groups and powerful "actors" of an emerging class (based on industrial capitalism) allied with the "ancient" class of real estate stockholders (big land owners). Domination is the key word to define the rural/urban relationship as well as its corollary: contradiction and even antagonism.

The second social representation linked to rural/urban relationships, more deeply anti-urban than the preceding one, can be qualified as *Rousseauist* or *moral*. The adjective moral is used in opposition to that of material; it is more or less synonymous of spiritual or symbolic and related to an ideal. In this system of representation, the city is not good for human beings. Reality does not really matter and the fact that living conditions in the city might be improved or changed has no weight on the judgment of value. The weak attachment of this criticism to reality, and its normative perspective, give to this social representation a great stability and timelessness.

This representation is already perceptible in the Bible, for instance in the story of Sodom and Gomorrah. But it strengthened during the 18th century when secular intellectuals began to raise new kinds of criticism against the city: "before the full consequences of the industrialisation were made manifest in the city, the intellectuals had already began that revaluation of the urban environment which has not yet run its course" (Schorske, 1977). The opposition is based on the idea that cities symbolise the human rupture with Nature (and even sometimes Eden and God), and inversely that the countryside is closer to Nature of which Man is a part. It is an opposition of values (Good against Evil) related to a normative conception of societies: the concentration of population and the autonomy through a technical mastery over Nature goes hand in hand with disorder and depraved morals; living in the middle of forests, fields and along the sea in contact with Nature, gathered in small groups of

families (communities) guarantees good manners, social responsibility and harmony of the relation with Nature laws, and the reasonable exploitation of its resources.

This second type of anti-urban social representation takes its root in the cult of Nature and countryside. Rousseau idealised the inhabitants of the Alps living in communion with the rural world, contrasting with the malign mutation of life in big cities like Paris and London. Of course, this representation has been reinforced by the spreading of industrialism in the 19th century and also by the creation of national identities. Everywhere in Europe and in Anglo-Saxon countries, the countryside and rurality have lain at the heart of dominant conceptions of national identities (Thiesse, 2001). They represented all that was noble and timeless in a nation. In many countries, “green ring” was (and still is) associated with national identity (Halfacree et al. 2002)

This common process of idealisation of the rural world as an archetypal (but in ideal) place near Nature, Harmony and Happiness has fed anti-urban representations which never completely disappeared and could again arise under other names (“Rural idyll”, “Rustic utopia”). As we will see later, in opposition to the social representation dominating the second part of the 20th century (“Urbanisation and periurbanisation), the pro-Nature and ruralist images reappeared and created a new counter-ideology called “rurbanisation”, “counter-urbanisation” “ruralisation” and recently “town-nature” (Chalas 2004) or “town-countryside” (Berque et al. 2004). But we must notice that in this case, the relationship between rural and urban is also a mental and “ideal” relation, which cannot be described from an historic and economic perspective. The relationship does not apply to actual towns and real countryside, with the actors responsible for their governance; it is only related to individual consciousness and culture or to a collective culture built on religion and even national culture. In this conceptualisation, urban pressure could only be defined as an individual or collective mental perception of what is good or bad in the idea of city or countryside. Although town and countryside are clearly distinguished through opposite values (Culture against Nature), there is a sort of dematerialisation of the rural/urban relationship leading to a “mental” but not “real” contradiction.

The Post Second War world new vision: Urbanization=Progress or the end of the rural/urban distinction

To understand today’s dominant European social representation of rural/urban relationships, we must go back to the situation after the Second World War and to the following period described as the “growth” period in Western Europe and the setting up of collectivisation in Eastern Europe, during which the so-called urbanisation process began on the two sides of the Wall. In this period, a new social representation of the relation between rural and urban emerged. We named it Demographic, because it is based on two main concepts: population and space (cf. Figure 1). The relationship is called Urbanisation because it is seen as a process of extension of urban areas and urban lifestyles at the expense of rural and agrarian environments. Cities concentrate industrial and service employment and are the basis of Growth and progress. Polis is synonymous of Poles and the more a city polarises population and qualified employment, the higher its rank in the spatial hierarchy is: “Metropolis” “Urban agglomeration or Region” and at last “Global city or Global Capital”. In this social representation, the rural/urban relationship is mainly seen as a distribution of population between high density areas and areas of lower density where land prices are also lower. By and by, and through the households and workers migration as well as through the

housing localisation policies, the process of transformation of rural areas into urban or rurban areas leads to the fading of the distinctive properties of what is rural and what is urban, and to the idea of a continuum blurring the relationship itself.

This new social representation brings a real rupture from the preceding materialistic model of relationships. Whereas this city/countryside relationships conceptualisation was connecting two physical territories, now the relation is based on migration flows between two population categories, countryside residents and townsmen, and between two spatial categories, urban and rural areas. Focusing on the migration of individuals from one place to another and especially on the movements of individuals from their working place to their residential place, this social representation leads to a definition of “spaces” (territories) as products of those migrations (daily migration for work, leisure migration, life-cycle migration for the retired population, etc.). The relationship is no longer established between material (physical) territories (towns and rural villages) through an economic and/or political relation, but between collective and individual actors playing a role (having an action) on a space (on land) through the assignment of functions: production, recreation, residence, etc., and finally through the appropriation and use of land.

This conceptualisation signs the end of the rural/urban distinction and asserts the urbanisation process as definitely irreversible. There are no more opposite physical entities (towns and rural areas), no more idea of contradiction, but the generalisation of an “in-between” space (not urban nor rural, but rurban or periurban).

Consequently, the meaning of the relationship becomes restricted and is only described through words like “urban sprawl”, “urban stretch-out halo”, “periurbanisation”, etc. Hence, new words to name the relation like “consumption”, “absorption”, “integration” of “rural” inside “urban”. The “town everywhere”, the unlimited diffusion of urbanity, the urban sprawl blots out at last the relation between rural and urban itself and blends all other features into some varying degrees of urbanisation.

This demographical conceptualisation is far from the materialistic conception: no attention is paid to materiality and physical differences, there is no idea of natural resources, no great social differentiation between towns and rural areas as farmers are no longer dominant in rural areas nor industrial workers in towns, no clear identification of the differences of power except that the bigger (number of population and rank in the administrative hierarchy) the town is, the more power it has.

This model fits with two rising and dominant ideologies and social trends: liberalism and individualism. The Urban and the Rural are the simple extensions and effects (without any proper identity) of the population movements over territories entirely depending on the transportation system and motor car, on individual choices (inside the limits of the general land-use planning) and on the individual capacities (in terms of income and health, of “social” and “natural” capital) to live here or there.

This type of rural/urban relation representations has clearly dominated the second part of the 20th century and is still active in the political as well as in the social sciences spheres. But paradoxically, and because the symbolic model of a Town remains the City surrounded by its walls, this representation which fits with the “citta dispersa” and a continuum linked to the diffusion of urban “progressive” lifestyles, engendered, among States and territorial governing policies, the idea of “urban containment” and “nature” or “rural” preservation

through a distinguishable limit between built and non-built areas, urban landscape and rural, natural and open landscape. There is indeed a contradiction between favouring population mobility and expansion of urbanity and preserving the landscape heritage generally linked to a national identity. It explains why this representation coexists with the fact of valuing forests and green belts as symbols of rurality. There is also a contradiction between the idea of continuum, which means an absence of limit, and the threat of built areas invasion which calls up the idea of a necessary limit between built and non-built areas, and consequently zoning. It explains the paradoxical use in this social representation of “Urban pressure” defined as a hard-to-control process of land-use change (agriculture and forest soils being overwhelmed by housing (especially dispersed habitat and individual houses), roads and commercial and industrial installations. Land-use planning and the preservation of “green belts”, “landscapes” and “open spaces” appear as the only but relatively weak means to assert some limits and contain this one-way relationship: urban expansion transforming the rural into urban or urban.

But this social representation has never been dominant among the civil society, among the population itself, whether rural or urban by origin or by residence. With differences according to their social status (aristocracy, white collars, middle-class, rural and urban workers and even the poor) the dominant social representation among ordinary people remained, in the second part of the 20th century, closer to the idealistic vision maintaining a Rural valorisation (rural idyll and “beautiful nature”) as a good intended for consumption.

That is why Europe is currently characterised by significant out-migration flows of certain segments of the population from large cities towards rural areas (Bengs & Schmidt-Thomé 2004). This trend does not only affect the surroundings of metropolitan areas, but more and more a number of attractive rural areas, which are distant from the metropolitan areas. The population segments concerned are mainly retirees, as well as the active population of particular sectors (self-employed, home-working, cultural and artistic professions, health and social care, etc.). The volume of population concerned by these migration flows will increase in the future for various reasons such as ageing population, development of ICTs, information society, reduction of the quality of life and of security in large cities.

Towards a new definition of city/countryside interaction: sustainable territories and governance

It seems that recently, with the irruption of the new ideology of sustainable development, we have entered a period in which the relationships are redefined in terms of actors and responsibility, but also with a return to the “real” nature (ecological complex) and the social dimension.

For our purpose – describing and comparing the various rural/urban social representations - it is not essential to recall the history of this new political utopia symbolised by the Brundtland report and 21 Agendas. We need only develop a characterisation from the rural/urban perspective as well as a comparison with the other three models with the same question: continuity or discontinuity?

Governance is the main concept coming from the sustainable perspective. More and more, EU policies stress the importance of *co-operation and networking between territorial units* in order to build consensus through dialogue and negotiation.

Incontestably, the “sustainable” conceptualisation of rural/urban relations, which is currently emerging, underlines the importance of partnerships and negotiations between public and private actors through the mediation of a multidimensional territory. This is a very new way to conceive the relationships between actors and places. We must point out that, in each

earlier model, the idea of cooperation (and solidarity) between cities and rural municipalities, was not significant. In the Marxist conception, cities effectively dominate the countryside through the economical power of a capitalistic class “naturally” getting from the other classes (peasantry and working-class) whatever is expected without the need for spatial intermediate actors (as for instance municipal authorities). Urban domination is strong enough to solve problems of water supplies, food storage, job market, etc. The hierarchical system of power involves economic and social regulation.

Of course, in the “moralist” conception, all events are occurring at an individual level, and the idea of negotiation between Sodom and Gomorrah is not thinkable. As it is more mental than realistic, the only actual practices that can be linked to it are the protection and heritage ideas coming from Nature (or monuments) protection associations (for example, the Club Alpin in France). Their influence has been and still is important at two levels: at the individual level because it generates specific behaviours, especially residence and lifestyle preferences, and at the collective level because of the diffusion of cultural models and of the creation of private associations sharing the same “ideal”. The State itself, under the influence of these ideological groups, produces “patrimonial” and “nature protection” laws. But no direct relationship between rural and urban municipalities (or actors) could be born out of this good/evil or beautiful/ugly conception.

In a way, the “urbanisation” conception is rather similar to the moralist one for its concern for cooperation and partnership. It indeed grants a major role to individuals’ behaviours and their capacity to live here or there, in a dispersed or concentrated habitat, near or far from nature, using all types of mobility (by car, high speed transportation, trains, ITCs...). The only restraints regulating these flows are in the hands of the States, whose responsibility it is to edict rules for land use and to create territorial instruments for preserving nature and landscapes and above all green belts around the metropolitan areas. By and by, decentralised authorities are given the responsibility to implement the general rules for planning land use and the system of transportation in order to limit the “urban sprawl”. But partnerships between municipalities are only encouraged in a functional perspective (garbage management, transportation equipments...) and because they have functional relations.

The most important question for the project of “Building new relationships between rural and urban areas” is to understand what model will triumph over the others in this first decade of the 3rd millennium: the materialistic way of thinking over the idealistic one; the city/countryside distinction, complementarities and solidarities, or the undifferentiated “urban everywhere” or “nature-town” and “town-countryside”? Is it possible to anticipate, for each country and for each M and T area, the specific conception of what is a town and what is countryside, as well as what their relationships will and should be? Is it possible to foretell what new styles of territorial actions will be generated if the meaning of rural/urban relationships is seriously taken into account in the actors’ collective strategies as well as the individual and household strategies? Are we at a turning point? Will the sustainability utopia generate continuity or rupture with the demographic model?

Our hypothesis is that, in parallel with the sustainable development ideology, a new model of rural/urban relationships is emerging. It can be defined as a counter-model breaking away from the demographic one and resisting economic liberalism while borrowing from it (in a refined and improved way) the idea that the individuals’ strategies and their relations with territories are the main motors of socio-spatial change. But it also comes back to the materialistic conception of the relation between rural and urban territories. Even if there is a big change in facts and if the cities, metropolitan areas, periurban areas, rural areas are quite different from what they were in the 19th and the 20th century, the emerging sustainable model gives a new weight to materiality, to the physical properties of all inhabited places, rural as

well as urban. In all places and territories, the natural dimension is present but not only as an idealised entity (“beautiful nature”) but as a real and functional nature interacting with human beings and consequently caught in a complex relationship with population density, importance of building, types of activities, etc. The diverse ecological dimensions of urban and rural areas (biodiversity, water resources, weather, pollutions, etc.), deal with the necessity to understand the “natural” relationships between rural and urban territories. Even the agricultural and food issues provide a new perspective aiming at the reinforcement, through contracts, of more direct relations between townsmen and farmers or between urban municipalities and groups of farmers.

The sustainable model of rural/urban relationships seems nearer to the Marxist one because it implies the necessity to take into account the social dimension of towns, periurban and rural areas. The differences (even the contradictions) between urban and rural areas are expressed through new forms of spatial segregation or exclusion. The immigrants or populations of immigrant origin are assigned to “cities” (tower blocks and peripheral districts with a low level of public services and employment), while the high-income populations choose their living places, their neighbourhood and a multi places (rural-natural and urban-equipped centre) belonging. Social equity bears a relation with “spatial” justice and with the rural/urban “solidarity”.

Ville-nature, natures de la ville: les années 2000, de l'idéal au matériel⁷

L'irruption du terme de Ville nature composé de deux termes pendant si longtemps opposés autant presque que nature et culture, que sauvage et artifice est le point de départ de la réflexion sur l'existence d'un tournant idéologique, d'un renversement des représentations anti-urbaines. Il convient donc d'interroger le « moment », la conjoncture qui fait que l'on puisse poser la question en ces termes : s'agit-il d'une réalité « à ses débuts » (en quelque sorte une nouvelle ville émergente qui prendrait forme) ou n'est-ce que le support d'une nouvelle façon de penser et de construire les projets urbains ?

Rien donc de nouveau dans ce que je vais dire si ce n'est d'approfondir ce qu'on pourrait alors appeler le tournant : l'irruption de la ville-nature et le retournement de la représentation anti-urbaine qu'elle porte dans sa formulation même. Que signifie ce « moment » En quoi il modifie l'ensemble des notions associées et opposées (nature agriculture paysage ville campagne ruralité urbanité voire rurbanité) Quel décryptage peut-on faire des idéologies qui marquent ce début du deuxième millénaire et à quelles pratiques peut-on les faire correspondre ?

Autrement dit avec ville-nature viennent aussi les termes de « ville durable » mais aussi de « ville panique ». Le terme de nature émerge pour dire qu'il y a des natures et que la gouvernance pourrait être le passage de l'idée de nature ou de paysage à celle des natures de la ville, des milieux de vie.

Cet effort de repérage d'un tournant dans les représentations de la ville et de leur effectivité dans le changement des pratiques territoriales portera en premier lieu dans la sphère du politique celle des acteurs dont la responsabilité est de gouverner les territoires (administration technique, élus, institutions territoriales créées pour organiser la négociation et le consensus...) avec pour interrogation la relation entre cette sphère et celle du scientifique où la représentation sociale « démographique » reste encore très prégnante et où le passage « du politique au scientifique (Mathieu, Guermond, 2005) est encore incertain. Enfin nous tenterons d'explorer la sphère civile des associations et des individus habitant où s'observent

⁷ Cette partie est à rédiger. Elle reprendra le dernier point de la partie précédente qui correspond à l'émergence de la nouvelle utopie du développement durable

non seulement des changements dans les représentations urbaines et rurales mais aussi des pratiques qui réinventent de nouvelles relations villes/campagnes fondées sur une conception matérialiste des flux et des milieux de vie.

En conclusion ce colloque est aussi pour moi l'occasion de me lancer un défi qui prouverait que je ne suis pas dans le radotage dans la sempiternelle reproduction d'une théorie qui s'applique au passé sans capacité de prospective. Avec les éléments dont je dispose pour analyser puis théoriser ce début de siècle, n'est-il pas possible de présager ce qui peut advenir non pas seulement de la consolidation de la représentation sociale dominante que le terme de ville nature contient déjà et que les controverses sur la phobie ou la phyllie urbaine vont conforter tant dans la dimension conceptuelle que dans le modèle de pratique, mais aussi dans ce décalage (certes de nature distincte) qui constitue le rapport entre la « réalité » et le « projet », entre ce qui est sous jacent (la revendication, le désir, la réforme...) et ce qui est fait ou se transforme en fait.

D'un point de vue prospectif que peut-on dire du sens de ce rapprochement (ville-nature) jusqu'au prochain tournant qu'on peut imaginer au début des années 2010 ? Va-t-on vers une conscience collective que la redéfinition des rapports des lieux à la nature est prise de conscience de la complexité des natures (Hucy, 2002 ; Hucy et al. 2005, 2006) qui font les lieux, complexité du côté de la définition physique, complexité du côté de l'identification de la nature du côté des « agents sociaux » (Raymond, 2004) rapportées aux lieux ? Quelles natures auront structuré quels projets de la ville vécue par les contemporains de la deuxième décennie du deuxième millénaire ?

Références

Hucy W. 2002. *La nature dans la ville et les modes d'habiter l'espace urbain*.
Expérimentation sur l'agglomération rouennaise, Thèse de doctorat, Université de Rouen

Hucy, W., Mathieu, N., Mazellier, T., Raynaud, H., 2005, L'habitabilité des milieux urbains : un objet au croisement des disciplines in Mathieu, N., Guermond, Y., Eds, *La ville durable, du politique au scientifique*, Paris, Inra Editions, coll. Indisciplines, pp. 237-260

Hucy, W., Mathieu, N., 2006, Vivre et habiter dans une ville au naturel. L'agglomération rouennaise : terrain d'expérience et modèle, in : *Quatre ans de recherche urbaine 2001-2004 ACI-Ville Ministère de la Recherche* coordonné par E. Bajolet, M.-F Mattei et J.-M Rennes, Presses Universitaires François Rabelais/Maison des Sciences de l'Homme « Villes et territoires », pp. 127-140

Ferrand-Bechmann, D., 1974. *L'Antiville : les résidences secondaires*, Thèse de sociologie Université de Paris X Nanterre.

Lévy, J., 1994. Oser le désert ? Des pays sans paysans, *Sciences Humaines*, 4, février-mars, discours repris ensuite par plusieurs médias : *Agriculture magazine* (janvier 94), *Libération* (24 janvier 1994), réponse de Nicole Mathieu, 1994, Un désert mal fréquenté, *Campagnes solidaires*, n° 73, p. 11 (Libre propos).

Marchand, B., Salomon Cavin, J., 2007. Anti-urban ideologies and planning in France and Switzerland: Jean-François Gravier and Armin Meili, *Planning Perspectives*, 22 (January 2007), 29-53.

Mathieu, N., 1990. La notion de rural et les rapports ville-campagne en France, des années 50 aux années 80.- *Économie Rurale*, 197, pp. 35-41.

Mathieu, N., 1996. Rural et urbain: unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter, in JOLLIVET (M.), EIZNER (N.) dir., *L'Europe et ses campagnes*, Presses FNSP, pp. 187-216.

Mathieu, N., 1998. La notion de rural et les rapports ville/campagne en France: les années 90, *Economie rurale*, n° 247, pp. 11-20.

Mathieu, N., 2004, Relations ville-campagne : quel sens, quelle évolution ? *Pour*, 182, pp.64-70 (dossier Cap sur la campagne)

Mathieu, N., Gajewski, P., 2002. Rural Restructuring, Power Distribution and Leadership at National, Regional and Local Levels: the Case of France. In: Halfacree, K. – Kovách, I. - Woodward, R.: *Leadership and Local Power in European Rural Development*. Pp 122-145.

Mathieu N., Guermond Y., 2005, *La ville durable, du politique au scientifique*, Editions Quae.

Mathieu, N., V. de Lafond & A. Gana, *Towards New Responsible Rural/Urban Relationships. A Sustainable Territories-oriented Comparative Analysis*. University of Paris X, UMR LADYSS, Paris, 2006, 80 p.

Raymond R., 2004. *La nature à la campagne : identification sociale et argument pour la gestion d'un territoire rural partagé. L'exemple du Vexin français*, Thèse de doctorat, Université de Paris I Panthéon Sorbonne

Salomon-Cavin, J., *Représentations anti-urbaines dans l'aménagement du territoire en Suisse. La ville : perpétuelle mal-aimée ?*, Thèse de doctorat EPFL Lausanne, 2003, 258 p.

Salhi, F., 2005, *Gouvernance, logiques d'acteurs et production du logement. Etat des lieux de la ville algérienne*, Paris, Editions Publibook